

2025/



DÉPARTEMENT DE L'ESSONNE VILLE DE RIS-ORANGIS

DÉCISION N°2025-116

Du jeudi 24 avril 2025

Résiliation du marché 2018-11 pour motif d'intérêt général – Travaux de construction d'un RAM-LAEP à Ris-Orangis (91130) – Macro-lot avec la société EDILE

Le Maire de Ris-Orangis, Conseiller départemental de l'Essonne,

VU les articles L.2122.22, L.2122.23 Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Décret n°2015-360 du 25 mars 2016 et notamment son article 30 I 2° relatif aux marchés négociés sans publicité ni mise en concurrence,

VU le CCAG travaux de 2009 en son article 46.4 relatif à la résiliation pour motifs d'intérêt général,

VU la délibération du Conseil municipal n° 2021/109 en date du 7 mai 2021 modifiée par la délibération n°2022/149 du 18 mai 2022 relative à la délégation de compétence au Maire, en application des articles L.2122-22 et L.2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la décision n°2018-268 du 27 août 2018 attribuant le macro-lot à la société EDILE,

VU le marché 2018-11 attribué à l'entreprise EDILE pour les montants suivants :

- Lot n°1 : Terrassement – fondation – gros œuvre – charpente métallique : 457.636,87 € HT,
- Lot n°2 : Couverture – Étanchéité : 91.792,74 € HT,
- Lot n°3 : Façades : 279.090,14 € HT,
- Lot n°4 : Métallerie – Serrurerie : 27.343 € HT,
- Compte prorata : 9.120 € HT

Soit un total pour le macro-lot de 864.982,77 € HT en solution de base,
+ la PSE n°1 au lot n°1 « Cuvelage » pour un montant de 6.405,12 € HT,

CONSIDÉRANT que dans le cadre des travaux engagés pour la construction du RAM-LAEP, il est constaté qu'à ce jour les travaux n'ont toujours pas repris, et la commune ne dispose d'aucune visibilité quant à l'aboutissement des travaux aussi bien en termes de nature de travaux de reprise que de calendrier, mais également de coûts associés,

CONSIDÉRANT que ces retards significatifs exposent la commune à des pertes de financement ; de plus cette inertie sur le chantier aboutit à une dégradation continue du bâtiment, ce qui a nécessairement des répercussions notables sur la consistance et la valeur du patrimoine de la ville avec un impact direct sur les finances publiques,

2025/

CONSIDÉRANT que face à cette situation, il apparaît nécessaire de procéder à une résiliation pour motifs d'intérêt général,

CONSIDÉRANT que la partie non encore exécutée du marché sera dédommée à hauteur de 5% du montant desdites prestations, ; fera également l'objet d'une indemnisation la part des frais et investissements éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées,

DÉCIDE :

Le Maire certifie sous sa responsabilité
Le caractère exécutoire de cet acte :

Transmis en Préfecture

le : **28 AVR. 2025**

Publié le : **28 AVR. 2025**

Notifié le :

La présente décision peut faire l'objet d'un recours

Devant le Tribunal Administratif de Versailles

Dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification.

ARTICLE 1^{er} : DE RESILIER pour motifs d'intérêt général, le marché 2018-11 relatif aux « Travaux de construction du RAM-LAEP » en son macro-lot avec la société EDILE,

ARTICLE 2 : DIT que la partie non encore exécutée de la tranche ferme sera dédommée à hauteur de 5% du montant desdites prestations, ; fera également l'objet d'une indemnisation la part des frais et investissements éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées.

ARTICLE 3 : Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision dont ampliation sera adressée à :

- Madame la Préfète de l'Essonne,
- Monsieur le Receveur de Grigny.

Fait à Ris-Orangis, le jeudi 24 avril 2025.

Le représentant légal du pouvoir adjudicateur
Par délégation du Maire
Riadhe OUARTI
Directeur Général des Services

Signé électroniquement par :
RIADHE OUARTI
Le 28/04/2025 à 09:07